

Entretien du 16 mai avec

Robert McNamara,

Président de la Banque mondiale

Participants : - Ambassadeur Jolles
- Ambassadeur Probst
- M. Caio K. Koch-Weser,
Assistant personnel de
M. McNamara
- M. Roger Grossenbacher

L'Ambassadeur Jolles informe son interlocuteur des résultats des travaux du "Overview Committee" de l'ONU qui se sont terminés il y a quelques jours. Deux choses l'ont frappé à New York : d'abord, l'ambiance était détendue et les discussions ont pu être menées objectivement, bien qu'à la fin on n'ait pas pu se mettre d'accord puisque les PVD voulaient aboutir à des "commitments" alors que les représentants des pays industrialisés ne pouvaient pas accepter cette idée puisque le but de la réunion consistait à analyser les relations Nord-Sud et non à rédiger de nouveaux textes. En deuxième lieu, il faut mentionner l'influence négative qu'exercent les pays de l'Est dans ce genre de débat, notamment

quand il s'agit de questions comme p.ex. les investissements privés et les multinationales.

M. McNamara affirme que les PVD doivent enfin réaliser que les "multis" ne sont pas des manipulateurs à courte vue et qu'il existe un intérêt réciproque et pour ces compagnies et pour les pays hôtes. Il faut donc que les PVD "make up their mind" et créent les conditions propres à attirer des investissements privés.

Quant au problème de la stabilisation des prix des matières premières, M. McNamara déclare que, depuis la CNUCED à Nairobi et la CCEI, la Banque mondiale a cessé de le suivre de près étant donné qu'elle n'a pas voulu interférer dans les affaires d'autrui. Par contre, si les efforts déployés au sein de la CNUCED devaient échouer, il ne serait pas exclu, estime-t-il, que la BIRD revienne sur son attitude initiale et prenne en considération l'idée de participer au financement des "buffer stocks" créés dans le cadre d'accords sur les matières premières.

Pour ce qui est des "fuel or non-fuel minerals", le Président de la Banque dit que cette dernière examine la possibilité de financer l'exploitation de ces produits. Toutefois, rien n'a été entrepris jusqu'à présent et cela pour deux raisons : en ce qui concerne les ressources minérales énergétiques, il y a encore énormément de travail préliminaire à faire et l'on est encore loin du moment où la question du financement de l'exploitation se posera. Pour les autres matières premières, il faut bien constater que présentement l'offre dépasse la demande et il n'est par conséquent pas concevable de songer maintenant à

accroître la production. Mais M. McNamara juge que d'ici cinq ans la situation aura changé et qu'à ce moment il y aura un excès de demande. Il reconnaît que les besoins financiers nécessaires à l'exploitation de ces ressources dépasseront de loin les moyens financiers de la BIRD, mais celle-ci pourrait, selon lui, utilement jouer le rôle de mobilisateur de capitaux privés.

Le rapport sur le développement dans le monde que la BIRD est en train de préparer touchera aussi la question de la "mutuality of interest" entre pays développés et PVD et M. McNamara précise qu'il traitera ce thème également dans son allocution à l'assemblée annuelle de la Banque de cet automne.

M. Jolles mentionne qu'il a été surpris par le fait qu'à New York les PVD se soient montrés positifs à l'égard du Comité du développement. M. McNamara regrette que ce Comité n'ait pas plus d'impact. Selon lui, cela tient en large partie au cynisme dont font preuve certains Ministres des Finances des pays industrialisés. Pourtant, estime-t-il, le Comité du développement serait un bon forum pour poursuivre l'étude de la mutua- lité d'intérêts citée ci-dessus, mais il n'est pas certain du tout que ledit Comité voudra se pencher sur ce problème.

* * *